

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPIRIT FRANCE DIFFUSION

LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX
14130 Reux

Références : 2025-386
Code AIOT : 0005306336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement SPIRIT FRANCE DIFFUSION implanté LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX 14130 Reux. L'inspection a été annoncée le 09/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPIRIT FRANCE DIFFUSION
- LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX 14130 Reux
- Code AIOT : 0005306336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SPIRIT FRANCE DIFFUSION est spécialisée dans la fabrication du Calvados. Les installations, exploitées sur le site de Reux, ont été mises en exploitation en décembre 2014, avec deux chais de stockage de Calvados, sur les cinq prévus initialement. En 2016, les activités ont été étendues par la création de trois chais de stockage de calvados supplémentaires, d'une cuverie, d'une unité d'embouteillage et de stockage de produits finis. Cette extension occupe les locaux d'un ancien site industriel voisin. Les nouvelles installations ont été mises en service en février 2017.

Les activités relèvent de la législation sur les installations classées et sont autorisées par un arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 (statut SEVESO seuil bas).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
2	Etat des matières stockées - sites Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
3	Classement ICPE des alcools de bouche	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Emulseur PFAS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Entretien des moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est nécessaire que l'exploitant revoie son organisation pour avoir à tout moment un état des stocks complet, fiable, conformément à ce que demande l'arrêté ministériel du 04/10/10 modifié pour prendre en compte le retour d'expérience de l'incendie survenu à Rouen en septembre 2019. Pour répondre aux besoins d'information de la population, il est nécessaire que l'exploitant puisse fournir rapidement un état des stocks synthétique, associé à des localisations claires sur un plan du site.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir sur son site différents émulseurs dont certains contenant des PFAS. Il doit préciser sous 6 mois à l'inspection des installations classées les différents types d'émulseurs dont il dispose sur son site de Reux, et les quantités. Pour chacun de ces émulseurs, l'exploitant doit justifier, sous 6 mois, s'il contient ou non des PFAS, et fournir le cas échéant la liste

des PFAS présents ainsi que leurs concentrations.

Concernant la transition vers des émulseurs sans PFAS, l'exploitant doit transmettre sous 6 mois un plan d'actions accompagné d'un échéancier visant la fourniture des éléments justifiant l'efficacité des moyens de défense incendie du site avec le nouvel émulseur sans PFAS ne présentant pas les mêmes caractéristiques (viscosité plus élevée possible notamment) : étude hydraulique, résultats des tests...

Enfin, l'exploitant doit mieux repérer ses moyens de défense incendie.

Si l'exploitant ne répond pas dans les délais impartis à ces obligations réglementaires, l'inspection pourra être amenée à proposer les suites administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 - Etat des matières stockées Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Pendant la visite, un état des quantités de matières stockées sur site le jour de l'inspection a été demandé à l'exploitant. Celui-ci a présenté un fichier récapitulatif datant de plusieurs jours, en précisant qu'il était mis à jour dès qu'il y avait des mouvements sur le site, à partir de prises de note manuelles réalisées par le personnel. Ce fichier récapitulait les alcools de bouche et produits de préparation stockés en vrac sur le site ; ces quantités sont récapitulées en annexe confidentielle au présent rapport. Mais il a été plus compliqué pour l'exploitant de préciser les quantités de produits finis stockées sur site au moment de l'inspection.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Ecart réglementaire 1 : L'exploitant doit disposer à tout moment d'un état des matières stockées fiable, que ce soit en vrac ou en tant que stockages de produits finis. Cet état des stocks doit pouvoir être fourni rapidement aux services d'incendie et de secours notamment, ainsi qu'à tout service susceptible d'intervenir en cas d'accident.</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant doit fournir à l'inspection un nouvel état des stocks récapitulant l'ensemble des matières stockées sur son site, en précisant son organisation pour que ces données soient fiables à tout instant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etat des matières stockées - sites Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 50 arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - Etat des matières stockées - dispositions spécifiques</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p>

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'état des stocks présenté par l'exploitant en inspection était partiel, les quantités de produits finis stockées sur site n'étant pas accessibles rapidement. Il était de plus daté de quelques jours auparavant.

Il est nécessaire que l'exploitant revoit son organisation pour avoir à tout moment un état des stocks complet et fiable.

De plus, pour répondre aux besoins d'information de la population, il est nécessaire que l'exploitant puisse fournir un état des stocks synthétique, associé à des localisations claires sur un plan du site, ce qu'il n'a pas pu présenter le jour de l'inspection.

Selon les informations fournies par l'exploitant, son état des stocks est enregistré sur un cloud hébergé en dehors du site, et accessible par le personnel depuis l'extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ecart réglementaire 2 : Il est nécessaire que l'exploitant revoit son organisation pour avoir à tout moment un état des stocks complet, fiable, conformément à ce que demande l'arrêté ministériel du 04/10/10 modifié pour prendre en compte le retour d'expérience de l'incendie survenu à Rouen en septembre 2019.

Pour répondre aux besoins d'information de la population, il est nécessaire que l'exploitant puisse fournir rapidement un état des stocks synthétique, associé à des localisations claires sur un plan du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Classement ICPE des alcools de bouche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE

Prescription contrôlée :

Rubrique ICPE 4755-1 - Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.

1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t

Total sur site : **7 120 m³**

Régime - A Seuil bas

<p>Constats :</p> <p>Selon l'état des stocks partiel communiqué par l'exploitant le jour de l'inspection, les stockages vrac semblent être en-deçà des limites fixées par l'arrêté préfectoral. L'exploitant n'a pas pu communiquer rapidement en inspection les quantités de produits finis stockées sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Ecart réglementaire 3 : L'état des stocks doit être complet (vrac, produits finis), et accessible rapidement, pour notamment pouvoir vérifier que les quantités d'alcools de bouche stockées sur site respectent les valeurs maximales fixées par arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Emulseur PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>43-3-3. Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté. (...) L'exploitant détermine dans son étude de dangers ou dans son plan de défense incendie : - (...) - la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction.</p> <p>43-3-4. Dès lors que la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant prévoit l'intervention des services d'incendie et de secours, la définition par l'exploitant du taux d'application et la durée de l'extinction respectent : - soit les valeurs données en annexe VI du présent arrêté. Les moyens d'application de la solution moussante permettent soit une application douce, soit une application indirecte. L'application directe de solution moussante est interdite. L'émulseur est de classe de performance IA ou IB conformément aux normes NF EN 1568-1, NF EN 1568-2, NF EN 1568-3, ou NF EN 1568-4 (versions d'août 2008) ; - soit a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.</p> <p>Le préfet peut prescrire par arrêté préfectoral des taux d'application et durée d'extinction supérieurs au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers, dans la limite des exigences fixées dans le chapitre 5 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), et, pour les liquides miscibles à l'eau, a minima un taux d'application de 15 litres par minute et par mètre carré pour les modes d'application non prévus par cette norme ;(...)</p>

Constats :

Les substances per- ou poly- fluoroalkylées (PFAS) sont une large famille de plus de 4 000 composés chimiques. Elles présentent de nombreuses propriétés (antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs) qui ont encouragé leur fabrication puis leur utilisation par de multiples secteurs industriels depuis les années 1950. Les PFAS sont des molécules très persistantes, largement répandues dans l'environnement et représentent un enjeu de santé publique.

Compte tenu de l'usage important et très émissif des PFAS dans les mousses anti-incendie, une action nationale est déployée en 2025. Elle vise à améliorer la connaissance de l'utilisation de ces mousses et à contrôler l'application des restrictions d'utilisation de certains PFAS dans les mousses anti-incendie en vertu du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (POP) et du règlement 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). Elle vise également à anticiper les restrictions d'utilisation à venir en application de ces mêmes règlements.

Un courrier présentant les restrictions et les interdictions des émulseurs contenant des PFAS et les actions à mener lors de leur remplacement a été transmis à l'entreprise SPIRIT par la DREAL Normandie le jour de l'inspection. Ce courrier est repris en pièce jointe.

En inspection, l'exploitant a indiqué avoir sur son dépôt de Reux plusieurs types d'émulseurs, certains étant 'sans fluor', d'autres contenant des PFAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : L'exploitant doit préciser sous 6 mois à l'inspection des installations classées les différents types d'émulseurs dont il dispose sur son site de Reux, et les quantités. Pour chacun de ces émulseurs, l'exploitant doit justifier, sous 6 mois, s'il contient ou non des PFAS. Pour chaque émulseur contenant des PFAS, il doit fournir la liste de ces PFAS présents, ainsi que leurs concentrations.

Concernant la transition vers des émulseurs sans PFAS, l'exploitant transmet sous 6 mois un plan d'actions accompagné d'un échéancier visant la fourniture des éléments justifiant l'efficacité des moyens de défense incendie du site avec le nouvel émulseur sans PFAS ne présentant pas les mêmes caractéristiques (viscosité plus élevée possible notamment) : étude hydrauliques, résultats des tests...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Entretien des moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.5

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

Article 8.7.5. Entretien des moyens d'intervention

<p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions appropriées pour s'assurer que les moyens externes peuvent être efficacement mis en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du tour terrain, les inspecteurs ont vérifié par sondage le dernier contrôle réalisé sur quelques extincteurs et Postes d'Incendie Additivés du site, parmi lesquels :</p> <ul style="list-style-type: none"> * le PIA n°105 dont le dernier contrôle date d'août 2024 selon son étiquetage * un autre PIA placé le long du chai 4000, dont le dernier contrôle date d'août 2024 selon son étiquetage ; toutefois ce PIA n'est pas identifié.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Ecart réglementaire n° 4 :</u> Tous les extincteurs, PIA et autres moyens de défense incendie doivent être correctement repérés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>